

L'esprit de l'Arcouest

Le 12 mai dernier, l'UEP présentait, aux Studios à Brest, la projection du film « L'esprit de l'Arcouest » en présence de sa réalisatrice, la Quimpéroise Florence Riou, devant une petite centaine de spectateurs.

Ce film, réalisé en 2024 est basé sur l'interview d'Hélène Langevin-Joliot qui a vécu dans son enfance les riches étés de la pointe de l'Arcouest. Hélène, est née Gabrielle Hélène Joliot-Curie, le 19 septembre 1927 à Paris. Elle est la fille d'Irène et de Frédéric Joliot-Curie et la petite-fille de Pierre et Marie Curie. En 1948 elle épouse Michel Langevin, petit-fils de Paul. Physicienne, de 1979 à 1983 elle dirigera la division de physique nucléaire de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay.

Qu'est-ce qui a amené tous ces intellectuels parisiens, durant près de 50 ans, à venir passer leurs vacances d'été dans ce petit coin perdu de terre bretonne, loin des réceptions mondaines de la Côte d'Azur et même des luxueuses villas « néo-normandes » de Deauville, Dinard ou Bénodet ?

Etonnamment, c'est le poète-barde breton Anatole Le Braz qui est à l'origine de cette transhumance estivale. Habitant Port-Blanc, non loin de l'Arcouest, près de Paimpol, il y invite ses amis, Léon Mariller, philosophe, ainsi que Louis Lopicque et Charles Seignobos, tous deux professeurs à la Sorbonne. Après le décès tragique de Mariller dans un naufrage, en 1901, Lopicque et Seignobos s'installeront à l'Arcouest.

Lopicque est médecin-physiologiste, et Seignobos est historien. Ils font partie des « Dreyfusards » républicains et pacifistes, marqués par cette affaire qui a profondément divisé la société française à l'aube du 20e siècle. Ils revendiquent une méthodologie et un esprit critique dans l'analyse des preuves qui doivent aboutir à faire éclater la vérité.

Dans les années trente, Lopicque et Seignobos vont faire venir, à l'Arcouest, dans l'anse de Launay, surnommée alors « Sorbonne-Plage », toute l'intelligentsia parisienne de gauche. Parmi eux : le géophysicien Charles Maurain, le mathématicien Emile Borel, sa femme l'écrivaine Camille Marbo, les physiciens Jean Perrin et Paul Langevin et bien sûr la famille Curie, chacun y construisant sa petite maison de vacances. Parmi ces scientifiques, 4 sont nobélisés et sont au Panthéon !

Il faut souligner que dès leurs premières découvertes, Pierre et Marie Curie ont redouté la dérive militaire des applications de la radioactivité, dérive qu'ils ont combattue privilégiant les applications civiles et particulièrement médicales. Irène et Frédéric Joliot-Curie seront des militants pacifistes anti-nucléaires toute leur vie. Partage des connaissances, curiosité et esprit critique, sont des valeurs communes importantes pour le groupe de l'Arcouest, et interrogent la place de la science dans la société aujourd'hui, pour préserver la paix.

J. Rolet

Pour en savoir plus

<https://www.rennesosciences.fr/>

Et si l'Ukraine n'avait pas renoncé aux armes nucléaires ?

L'association Iroise-Ukraine a célébré à Brest la fête nationale de l'Ukraine, une manière pour les personnes exilées de dire leur espoir de paix, et aussi leur volonté de garder pour leurs enfants une Ukraine indépendante et libre. Derrière moi, j'entends : « Si l'Ukraine avait conservé son armement nucléaire, le Kremlin n'aurait pas osé s'y attaquer. Poutine n'aurait pas osé annexer la Crimée en 2014 ».

Revenons au fait historique : la signature du mémorandum de Budapest. Par ce texte de 1994, l'Ukraine obtient de la Russie, du Royaume-Uni et des États-Unis un engagement à respecter son indépendance, sa souveraineté et ses frontières, en échange de son renoncement à conserver les armes nucléaires soviétiques sur son territoire (4000 armes nucléaires, soit 15% de l'arsenal soviétique).

Pour le GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité), ce raisonnement - très courant - est contrefactuel : l'Ukraine a bien négocié des garanties économiques et de sécurité en échange de ce renoncement et d'un engagement de signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). De leur côté, les USA et la Russie se sont engagés à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine, et à ne pas ne pas recourir à la force contre son intégrité territoriale. Engagements modestes qui ne font que reprendre des principes du droit international.

On comprend le sentiment de trahison des Ukrainiens. Abstenons-nous de conclure a posteriori que les dirigeants ukrainiens ont commis une erreur en renonçant à l'arsenal nucléaire : après 1991, leur économie exsangue ne leur permettait en aucun cas le financement d'un programme nucléaire militaire indépendant. En conservant les armes nucléaires soviétiques, l'Ukraine aurait pris le risque d'être soumise à la pression énergétique et financière de Moscou et serait devenue une sorte d'Etat paria. Son désarmement nucléaire - prix de son indépendance et de sa souveraineté - fut décidé par la conviction, largement partagée par la population, que conserver un arsenal nucléaire ne renforcerait pas la sécurité du pays mais la fragiliserait, en tous points.

En fait, la question la plus pertinente n'est pas de savoir « si l'Ukraine aurait été envahie si elle avait gardé ses armes nucléaires, mais plutôt si la Russie aurait osé cette invasion sans être elle-même une puissance nucléaire » (Mariana Budjeryn, Harvard Kennedy school).

Anne-Marie Kervern



"Militants du CIAN 29 le 26 septembre :
journée internationale pour l'abolition des armes nucléaires"

Trop tard ?

Emmanuel Macron vient enfin, au nom de la France, de reconnaître l'Etat de Palestine.

Très beau discours, lundi soir, à la tribune de l'ONU : Cocorico !

Mais la France est seule, le « roi » est nu.

Pourquoi ne pas avoir fait une déclaration conjointe avec la Grande-Bretagne (ancienne puissance coloniale de Palestine), le Portugal, le Canada, l'Australie, ... ? L'Espagne, l'Irlande et la Norvège avaient fait cette reconnaissance il y a plus d'un an, le 10 mai 2024.

Une solution à 2 Etats = impossible ? Pour quelle raison ?

En 1993, les accords d'Oslo, ouvraient la voie à ce processus.

Mais Yitzhak Rabin était assassiné en 1995, à Jérusalem, par un extrémiste religieux juif (les mêmes extrémistes sont au pouvoir actuellement en Israël) et Yasser Arafat était empoisonné (par qui ?) en 2004, pouvant tuer définitivement la voie à deux états.

Israël va ensuite être dirigée par des gangsters sans foi ni loi.

Le Mossad (service secret israélien, le « meilleur du monde ») n'était pas au courant de l'attaque du Hamas, du 7 octobre 2023 ? Alors qu'il est capable de cibler le lieu et l'heure où se trouvent les dirigeants du Hamas pour les exécuter : à Téhéran, Beyrouth, Naplouse, Doha, ou dans leur voiture à Gaza...

Depuis cette date, Israël mène une guerre suicidaire contre le peuple palestinien dans le « ghetto » de Gaza (200.000 victimes ?), la boucherie est telle qu'on n'est même plus capables d'évaluer les pertes. Gaza est rasé, les Gazaouis sont des expatriés sur leur propre terre et la Cisjordanie est définitivement mitée par les colonies juives.

Quelle terre reste-t-il aux Palestiniens ?

Le mal est fait, Israël s'est mis au banc des nations et les antisémites vont pouvoir se lâcher !

J. R
23 septembre 2025



Deux poids deux mesures

Peut-être avez-vous été comme moi choqué-e du traitement sélectif de nos gouvernants et des médias encourageant vivement tout soutien à l'Ukraine mais suspectant le moindre signe de solidarité avec la Palestine. Vous lirez ci-après le cri de douleur que lance, face à ce constat lors de son arrivée à Paris la journaliste et écrivaine palestinienne **Nour Elassy**, (extrait de son article paru dans Médiapart du 3 septembre)

« À Paris, le deuil est racialisé. Dans les cafés, les stations de métro et les résidences universitaires, les drapeaux ukrainiens sont accrochés comme des accessoires de mode sur des façades qui se disent morales.

Le soutien à l'Ukraine n'est pas seulement visible, il est obligatoire. Il est enveloppé de bleu et de jaune, dans des discours autorisés, des concerts, des décrets gouvernementaux. Pendant ce temps, le drapeau palestinien est suspect. C'est un graffiti. Il est interdit, effacé, criminalisé.

L'un est un symbole de résistance. L'autre est traité comme une menace. Ce n'est pas la neutralité, c'est la suprématie blanche sous un déguisement moral...

... Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, la France a hurlé. Elle a ouvert ses frontières, annulé des concerts, imposé des sanctions, pleuré en direct à la télévision. Lorsque Israël a envahi Gaza à maintes reprises, la France a hésité. Elle a demandé un « contexte ». Elle nous a conseillé de vivre notre deuil en silence. Elle a présenté ses condoléances d'une main et ses armes de l'autre.

Gaza ne meurt pas. Elle est en train d'être tuée. Des familles entières sont incinérées. Des enfants sont amputés sans anesthésie. Les gens boivent de l'eau salée. Le Nord n'a pas d'hôpitaux. Des journalistes sont pris pour cibles et tués.

La famine est utilisée comme une arme. Et chaque fois que nous crions, l'Occident répond : « C'est complexe »

L'Occident, et la France en particulier, a fait du deuil un privilège, non un droit. Certaines morts sont sacrées. D'autres sont des statistiques. Certaines souffrances sont télévisées. La nôtre est étouffée.

Je me promène dans Paris et je ne vois pas de justice.

Je vois des balcons drapés de drapeaux pour un peuple, et des pierres tombales silencieuses pour un autre...

Je ne veux pas de pitié. Je veux la libération de mon peuple.

Je veux un monde où les enfants palestiniens n'auront pas besoin d'être exceptionnels dans la mort pour être pleurés.

Je veux que l'Occident affronte son reflet et admette ce qu'il voit. Parce que ce n'est pas une guerre. C'est un génocide.

Et votre silence n'est pas de l'ignorance, c'est un choix. »

Et ici, à Brest, pourquoi le drapeau palestinien ne flotte-t-il pas à côté du drapeau ukrainien sur notre mairie ? Ce serait une expression minimale de notre solidarité avec le peuple palestinien dans cet enfer qu'est devenu Gaza.

Nicole Celton